MÉDICAMENTS

La facture d'importation toujours élevée

La facture d'importation de médicaments et produits pharmaceutiques reste toujours élevée, en dépit des mesures de régulation et de modernisation décidées par le ministère de la Santé.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les importations en produits pharmaceutiques ont atteint 1,17 milliard de dollars au premier semestre 2012 contre 880,4 millions de dinars à la même période de 2011. Soit une hausse de 33,47%, note le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis, relevant des Douanes algériennes).

En volume, les achats sont passés de 10 951 tonnes importées durant le premier semestre 2011 à 16 208 tonnes acquises pendant les six premiers mois de 2012. Soit une augmentation de 47,9% selon le Cnis. La facture des médicaments à usage humain reste la plus importante avec 1,12 milliard de dollars contre 842,6 millions, enregistrant ainsi une hausse de 32,6%. En volume, les importations de médicaments à usage humain ont connu le même sort, passant de 9 989 tonnes à 15 229 tonnes, soit une hausse de 52,45%, durant cette période de référence. Les produits parapharmaceutiques occupent toujours la seconde position dans la structure des importations de médicaments avec un montant de 40,33 millions de dollars contre 25,55 millions de dollars, en hausse de 57,8%.

Néanmoins, ces importations ont reculé en volume, de plus de 9%, passant de 704,4 tonnes durant les six premiers mois de 2011 à 640,4 tonnes à la même période en 2012. Pour les médicaments à usage vétérinaire, les achats de l'Algérie se sont établis à 14,93 millions de dollars contre 12,31 millions de dollars, en hausse de 21,33%.

Les quantités importées ont également connu une hausse de 31,08%, passant de 257,8 tonnes à 337,9 tonnes durant les six premiers mois de l'année en cours. En 2011, la facture d'importation médicamenteuse avait atteint 1,95 milliard de dollars, enregistrant une hausse de 16,86%. Cela même si les quantités importées n'ont augmenté que de 2,2%, passant de 23 835 tonnes en 2010 à 24 362 tonnes en 2011.

Photo : Samir Sid

La facture des médicaments à usage humain reste la plus importante.

Au-delà de la hausse continue sur le marché international des prix de certains types de médicaments à base de molécules encore protégées par les droits de propriété, c'est surtout l'incapacité chronique en matière de régulation et organisation du secteur qui encourage cette tendance haussière. Certes, le ministère de la Santé a mis en place un nouveau dispositif d'approvisionnement en produits pharmaceutiques des établissements publics, destiné à assurer une disponibilité des médicaments, assainir le secteur de la distribution du médicament et à moderniser la gestion de ces produits «sensibles».

Dans ce cadre, l'importation des produits pharmaceutiques est soumise, depuis 2012, à un contrôle rigoureux au niveau des ports et aéroports par des pharmaciens formés en la matière.

Pour l'année en cours, les programmes d'importation de produits pharmaceutiques ont été déjà délivrés à 69 opérateurs. Le gouvernement a aussi consacré l'année écoulée un investissement de 17 milliards de dinars au groupe pharmaceutique public Saidal dans l'objectif de doubler sa production dans les cinq prochaines années.

Avec pour objectif essentiel de diminuer progressivement les importations pour arriver, en 2014, à une production nationale couvrant 70% des besoins, contre seulement 37% actuellement.

Toutefois, ces mesures initiées pour promouvoir la production nationale et réduire la facture d'importation, assurer une meilleure organisation du secteur, consolider la régulation optimale des activités de distribution et de distribution semblent donc insuffisantes et inopérantes.

D'où la nécessité d'une autre politique moins volontariste et moins conjoncturelle, inscrite dans la durée et tendue par les critères d'efficacité et de mobilisation de tous les opérateurs nationaux.

C. B.

TIZI-OUZOU

Casse à main armée de la bijouterie de Boghni : 15 jours après, l'employé blessé par balle décède

Blessé par balle, lors du casse perpétré il y a 15 jours contre une bijouterie du centre-ville de Boghni, Kader D., employé au sein de cet établissement, vient de succomber, après une quinzaine de jours d'hospitalisation au CHU de Tizi-Ouzou. Le décès n'a pas laissé indifférents les membres du comité du village d'Ath Koufi, dans la commune de Boghni. Dans une déclaration remise à notre journal, ils dénoncent l'absence de sécurité dans la ville de Boghni et dénoncent le diktat «des groupes armés non identifiés qui sèment la terreur au sein de la population et règnent en maîtres dans la ville». Les membres du comité de village, qui disent avoir rencontré le chef de daïra à qui ils ont demandé la prise de mesures urgentes, exigent l'arrestation et le jugement des auteurs de l'assassinat du jeune D. Kader envers qu'ils exigent le statut de victime du terrorisme.

S. A. M.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MILA

Révision à la baisse des filières proposées

Le centre universitaire de Mila qui va accueillir plus de 6 000 étudiants cette année revoit, contre toute attente, à la baisse le nombre de filières proposées.

Inauguré lors de la rentrée 2008-2009, avec un peu plus de 1 000 étudiants inscrits et 5 filières proposées : mathématique informatique – sciences de la nature et de la vie – sciences et technologie – sciences économiques, de gestion et commerciales et enfin, littérature arabe et langues étrangères (anglais), le centre universitaire de Mila qui va entamer sa 5e année d'existence à l'occasion de la prochaine rentrée 2012-2013, semble paradoxalement en perte de vitesse. Le centre universitaire, au lieu de connaître, à cette occasion, un développement et un renforcement de ses moyens pédagogiques, par la création de nouvelles filières comme prévu et annoncé à maintes reprises par les responsables du secteur, se trouve que ce centre qui va accueillir plus de 6 000 étudiants cette année revoit, contre toute attente, à la baisse le nombre de filières proposées !

En effet, selon la circulaire ministérielle, consultable sur les différents sites du ministère de l'Enseignement supérieur, destinée aux nouveaux inscrits, le centre universitaire de Mila n'assurera plus de formation en sciences et technologie, ni en langues étrangères (anglais), tout bonnement supprimée, se contentant donc de fonctionner avec moins de filières proposées aux nouveaux étudiants que lors de l'inauguration, il y a 4 ans de cela !

Est-ce raisonnable, au moment où nos universités accueillent tous ces flux de nouveaux étudiants ?

D'ailleurs, posons cette question qui revient tel un leitmotiv ici à Mila, à quoi bon avoir un centre universitaire dans une petite bourgade, située à un jet de pierre de cette imposante ville universitaire qu'est Constantine, et également, à quelques encablures des universités de Sétif, de Jijel et même de Batna et d'Oum El Bouaghi ?

Avouons d'ailleurs que beaucoup de nouveaux bacheliers de la région, préfèrent évoluer ailleurs qu'à Mila ! Aux uns et aux autres de voir, mais cela représente, certes, un autre débat !

A. M'haimoud

BLIDA : EN RAISON DES PERTURBATIONS DANS LA DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

Les femmes de Halouiya envahissent la rue

Excédées par l'absence d'eau potable dans leur quartier, plusieurs dizaines de femmes ont envahi, hier vers midi, la rue principale du lieudit Halouiya, à 15 km à l'est de Blida, et ce, pour dénoncer cet état de fait qui perdure depuis plus d'un mois.

N'était-ce la sagesse de quelques riverains qui ont pu calmer les esprits des unes et des autres, cette sortie des ménagères dans la rue se serait transformée en échauffourées entre voisines, à cause des divergences dans les revendications mais surtout à propos de l'ouverture et de la fermeture d'une manière anarchique de la vanne principale du réseau hydraulique qui les alimente.

Sur un autre plan, les protestataires parlent d'une pétition signée par les habitants de Halouiya et adressée à l'Algérienne des eaux pour solutionner le problème de sous-dimensionnement des conduites d'eau qui est restée sans suite.

Toutefois, lors de notre passage dans cette localité, nous avons constaté plusieurs longueurs de tuyaux en polyéthylène déposés sur le côté de la route destinés, nous dit-on, aux travaux de reprise du réseau d'eau potable de Halouiya.

En attendant le démarrage des travaux, les familles de cette localité continuent à acheter des citernes d'eau au prix de 1 200 DA l'unité.

M. B.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Naceur, Boukhalfa et Rahal vous font part du décès de leur père et époux et frère et oncle

Naceur Abderrahmane

L'enterrement aura lieu le 30 juillet 2012 au cimetière d'El Kettar. La levée du corps aura lieu en son domicile à 12h, au 53 avenue Ziar-Abdelkader, Bologhine, Saint Eugène (Alger).